

chose que nous pourrions faire bien simplement et avec la plus grande facilité. A moins de faire quelque chose de ce genre, nous ne saurions réaliser aucun projet de construction de logements, car les municipalités n'ont pas les moyens de le faire et personne ne voudra entreprendre un tel projet, vu les taxes qu'il faut aujourd'hui payer.

Le ministre a parlé du tourisme. Il est certain que le tourisme est une bonne affaire, mais le ministre vient seulement de le constater. Il proclame la chose à la Chambre comme une nouvelle découverte de cette commission. Cette dernière parle du tourisme; c'est à peu près ce qu'elle a fait de mieux Or, monsieur le président, il y a déjà quelques années qu'il existe dans le gouvernement du Canada un département ou un service qui s'occupe du tourisme. Nous avons encouragé le tourisme par l'intermédiaire d'autres départements. J'ai remarqué que le ministre a parlé du ministère des Mines et Ressources, de celui de l'Agriculture et de celui du Commerce. J'ai cru un moment que c'était le premier ministre (M. Mackenzie King) qui parlait. C'est ordinairement au premier ministre qu'on laisse le soin de parler des affaires de tous les ministères, mais le ministre en a parlé très librement. Le ministre des Mines et Ressources (M. Crerar) a fait un excellent travail. Je l'ai loué pour ce qu'il a fait pour le développement des mines. Toutefois le ministre du Travail n'a guère raison de citer des chiffres sur l'augmentation de la production de l'or pour montrer ce qu'a fait la Commission de placement. C'est peut-être là de la bonne politique. C'est peut-être bien de nature à calmer les libéraux mécontents dans tout le pays. C'est possible, mais j'en doute. Et quand le ministre dit à cette Chambre qu'on doit lui attribuer ainsi qu'à cette commission l'augmentation de la production de l'or dans notre pays. Il va un peu loin.

L'hon. M. ROGERS: Je n'ai rien dit de tel. Mon honorable ami peut lire mon discours dans le compte rendu.

L'hon. M. STEVENS: Dois-je lire tout ce que le ministre a dit?

L'hon. M. ROGERS: Mes paroles ne se rapportaient aucunement à la commission.

L'hon. M. STEVENS: J'ai sous les yeux le texte de son discours de trois heures dans lequel il a parlé de l'augmentation de la production de l'or.

L'hon. M. ROGERS: Cela était absolument étranger à la Commission de placement. Je parlais de la politique du Gouvernement tendant à développer le commerce.

L'hon. M. STEVENS: Cela ne se rapportait-il pas à la Commission de placement?

L'hon. M. ROGERS: Une telle relation n'était aucunement indiquée dans mon discours.

L'hon. M. STEVENS: La Commission de placement n'en a-t-elle pas fait mention?

L'hon. M. ROGERS: Je n'ai fait dans mon discours aucun rapprochement entre la Commission nationale de placement et la production de l'or.

L'hon. M. STEVENS: J'ai sous la main trois pages de ce rapport qui sont exclusivement consacrées au commerce d'exportation. Le ministre s'est permis de citer des statistiques indiquant l'augmentation des exportations. Quelles étaient ces augmentations? Ainsi que je l'ai déclaré, il y a deux ans, dans mon discours sur le budget, si des menaces de guerre n'avaient pas plané sur le monde entier—situation qui, malheureusement, ne s'est pas améliorée depuis—nos exportations auraient été bien inférieures à ce qu'elles furent. A l'analyse, l'augmentation s'avère surtout parmi les exportations qui se rapportent à la production d'armements—et dans une assez forte proportion. Le ministre a, nonobstant, signalé cette augmentation, le commerce touristique et l'expansion de la production de l'or, comme preuves d'un progrès vers la solution de ces problèmes.

C'est uniquement, en somme, une question d'union et de confiance. Il s'agit uniquement pour le Parlement de montrer la voie. Ce n'est pas le Gouvernement que je mets en cause dans le moment. C'est au Parlement—et incidemment, un parlement ne saurait montrer la voie que par le truchement du gouvernement—qu'il incombe de montrer la voie à l'industrie, à la finance et aux provinces afin de leur permettre d'aborder ce problème comme il convient.

La dette et l'impôt sont à la racine de tout le problème. Le Gouvernement a tenté de déconsidérer le gouvernement albertain en particulier. Il a pris la peine de faire voir les actes de l'administration albertaine sous toutes les couleurs connues ou possibles. A quelle fin? Parce que le premier ministre de l'Alberta est le protagoniste de certaines idées étranges en matière d'économie politique—que, soit dit en passant, je ne partage pas. Mais il demeure le premier ministre de l'Alberta. Parmi nous siège un jeune homme que la capitale de cette province vient d'élire ces jours derniers, ce qui démontre que la population de l'Alberta nourrit des convictions à la fois fortes et profondes. Quelle est donc la cause de toutes ces difficultés? Le fardeau de la dette.